

BULLETIN D'INFORMATION DE LA COUR DE CASSATION (BICC)



©Cour de cassation

Titre

Bulletin d'information de la Cour de Cassation (BICC)

Auteur(s)

Cour de Cassation

Date

1968-2020

Éditeur(s)

Editions des Journaux Officiels

Support

Papier
Ressource Internet
PDF

Type de document

Revue

Périodicité

Bimensuelle
20 n°/an (pas de publication au 01/01, en août, au 01/09)
Dernier numéro paru en mai 2020

Source du droit

Jurisprudence - Doctrine

Domaines du droit

Droit international et européen

Droit privé
Droit civil et organisation judiciaire
Droit commercial - Droit des affaires
Droit européen
Droit pénal et criminologie

Contenu

Bulletin d'information : diffusion de jurisprudence, doctrine et communications. La publication des rubriques "Doctrine" et "Communications" n'est pas régulière.

Sélection d'arrêts de la Cour de cassation et du Tribunal des conflits : titres et sommaires des arrêts, ainsi que les arrêts en texte intégral s'ils sont rendus en Assemblée plénière. On y trouve aussi des Avis de la Cour de cassation.

Des sommaires d'autres décisions de tribunaux ou Cours d'appel sont également publiés (il peut y avoir des références de commentaires des arrêts).

Remarque : Les titres et sommaires des arrêts publiés dans le BICC paraissent, avec le texte de l'arrêt, dans leur rédaction définitive, au Bulletin des arrêts de la Cour de cassation du mois correspondant à la date du prononcé des décisions.

Type de classement

Méthodique.

La revue est organisée en 2 parties :

- En quelques mots... : Communications / Jurisprudence / Doctrine
- Jurisprudence

La partie *Jurisprudence* est elle-même organisée en différentes parties (les rubriques ne sont pas systématiquement présentes) :

- Droit européen
- Tribunal des conflits
- Cour de cassation
- Cours et tribunaux

Sous-partie *Cour de cassation* (les rubriques ne sont pas systématiquement présentes) :

- Arrêts publiés intégralement (Assemblée plénière)
- Avis de la Cour de Cassation
- Arrêts des chambres statuant en matière de question prioritaire de constitutionnalité
- Titres et sommaires d'arrêts - Arrêts des chambres
- Décisions des commissions et juridictions instituées auprès de la Cour de cassation

Clefs d'utilisation

Table des matières

Notes

Le BICC est en partie en ligne sur le site de la [Cour de cassation](#) (antériorité : n°567 du 01/12/2002 et n°653 du

01/03/1995 au n°921 du 01/05/2020), ainsi que des numéros hors-série du BICC sur des sujets spécifiques.

Il est possible de télécharger en format pdf chaque numéro.

Certains numéros du BICC sont consacrés à une thématique particulière (ex. une journée d'études organisée par la Cour de cassation).

La sous-rubrique « *Arrêts des chambres statuant en matière de question prioritaire de constitutionnalité* » est apparue dans le bulletin en 2011 (suite à son entrée en vigueur le 1er mars 2010).

Cette revue est suivie par Mir@bel : [lien vers la notice](#)

Liens

Cour de cassation - archives du [Bulletin d'information de la Cour de cassation](#)

Fiche réalisée par : Lucienne DEDIEU-URIOS (BU Toulouse 1), le 10/03/2008

Mise à jour : Géraldine HUYGHE (SCD Université de Lille), le 10/04/2025

Conditions d'utilisation

Les fiches issues des "Ressources documentaires" et des "Ressources pédagogiques" du Jurisguide sont sous [contrat Creative](#)



[Commons](#)

Vous êtes libres :

- de reproduire, distribuer et communiquer cette création au public
- de modifier cette création

selon les conditions suivantes :

Paternité

Vous devez citer le nom de l'auteur original de la manière indiquée par l'auteur de l'oeuvre ou le titulaire des droits qui vous confère cette autorisation (mais pas d'une manière qui suggérerait qu'ils vous soutiennent ou approuvent votre utilisation de l'oeuvre).

Pas d'utilisation commerciale

Vous n'avez pas le droit d'utiliser cette création à des fins commerciales.

Partage des conditions à l'identique

Si vous modifiez, transformez ou adaptez cette création, vous n'avez le droit de distribuer la création qui en résulte que sous un contrat identique à celui-ci.

Ce qui précède n'affecte en rien vos droits en tant qu'utilisateur (exceptions au droit d'auteur : copies réservées à l'usage du copiste, courtes citations, parodie...)

Pour la version intégrale du contrat : voir le [code juridique Creative commons](#).